

NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DE MAI 2009

QUELQUES CHIFFRES-CLES DE L'ECONOMIE CAMEROUNAISE (Montants en milliards de francs CFA)

Données annuelles	PIB 2009 (Projection)	10 294
	Taux de croissance réelle du PIB 2009 en % (Projection)	2,5
	Taux d'inflation 2009 en % (Projection)	3,0
	PIB 2008 (estimation)	10481
	Taux de croissance du PIB réel 2008 en % (estimation)	3,4
	Taux d'inflation 2008 en % (réalisation)	5,3
	Recettes internes de l'exercice 2007 (loi de règlement)	1935,8
	Recettes internes de l'exercice 2008 (estimation Tableau de Bord des Finances Publiques)	2182,0
	dont Recettes pétrolières	810,0
	Recettes non pétrolières	1371,7
Données mensuelles (Mai 2009)	Variation des prix par rapport à mars 2009 à Yaoundé (en %)	
	Variation des prix par rapport à mars 2009 à Douala (en %)	
	Balance commerciale	
	Balance commerciale hors pétrole	
	Recettes budgétaires	
	dont Recettes non pétrolières	
	Solde de base	

Sommaire

	Pages		Pages
Vue d'ensemble	2	Situation monétaire	10
Commerce extérieur	3	Marché monétaire et secteur financier	12
Finances publiques	7	Informations socio-économiques	15

Commerce extérieur

La balance commerciale hors pétrole du mois d'avril 2009 reste déficitaire et se situe à -94,2 milliards. Elle se dégrade de 11,5 milliards par rapport au mois précédent, en raison principalement d'une baisse de 20,8% des exportations. Par rapport au mois d'avril 2008, la balance commerciale se détériore également, de 24,4 milliards sous l'effet conjugué d'une hausse des importations et d'une baisse des exportations. De même, en se situant à -365,7 milliards sur l'ensemble des quatre premiers mois de l'année 2009, le solde commercial hors pétrole se dégrade de 36,5 milliards par rapport à la même période de l'année 2008.

Finances publiques

Les recettes budgétaires internes du mois d'avril 2009 se chiffrent à 195,8 milliards, en diminution de 19,6 milliards par rapport au mois de mars. Cette situation est imputable aux recettes non pétrolières qui régressent de 84,1 milliards. Par contre, les recettes pétrolières, grâce à l'encaissement de l'impôt sur les sociétés pétrolières, enregistrent une hausse de 64,5 milliards.

Le cumul des recettes budgétaires internes au terme des quatre premiers mois de l'exercice 2009 s'élève 627,5 milliards, en baisse de 102,7 milliards par rapport à la même période de l'exercice 2008. Cette diminution est la résultante d'une baisse de 123,4 milliards des recettes pétrolières et d'une hausse de 20,7 milliards de recettes non pétrolières.

Les dépenses totales effectuées au cours du mois d'avril 2009 se chiffrent à 205,9 milliards, en augmentation de 28,3 milliards par rapport au mois précédent. Cette hausse est observable sur l'ensemble des postes de dépenses. Ainsi, les dépenses courantes induites par les achats de biens et services et les transferts et pensions augmentent de 17,5 milliards, les dépenses d'investissement sur ressources propres s'accroissent de 6,4 milliards et le service de la dette publique de 11,8 milliards.

Au terme des quatre premiers mois de l'exercice 2009, les dépenses publiques cumulées s'élèvent à 594 milliards contre 582,4 milliards à la même période de l'exercice antérieur, augmentant ainsi de 2% sous l'effet d'une hausse des dépenses de personnel, des transferts et pensions et des dépenses d'investissement sur ressources propres.

Situation monétaire

Les avoirs extérieurs nets s'élèvent à 1780 milliards à fin avril 2009 et augmentent de 3,8% par rapport au mois de mars. Le crédit intérieur est également en hausse, de 4,8% et s'établit à 646 milliards contre 643 milliards le mois précédent. Cette progression est le résultat d'une augmentation de 0,9% de crédit à l'économie et d'une baisse de 1,2% des créances nettes du système monétaire sur l'Etat.

Résultante de ces évolutions, la masse monétaire (M2) progresse de 2,3% pour se situer à 2115 milliards à fin avril 2009, contre 2068 milliards à fin mars 2009. De même, en glissement annuel, la masse monétaire progresse de 13,7%.

Marché monétaire et secteur financier

L'encours des avances de la BEAC aux établissements de crédit reste sur une pente ascendante en s'établissant à 9858 millions en avril 2009 contre 5662 millions en mars 2009, 3690 millions en février 2009, 351 millions en janvier 2009 et 345 millions en glissement annuel. Les établissements de crédit éligibles et institutions financières publiques ont effectué des placements à la BEAC pour un montant total de 179 milliards en avril 2009, contre 210 milliards en mars 2009. Le taux de couverture de la monnaie se stabilise à 93,6% au cours du premier trimestre 2009, le minimum statuaire étant de 20%.

Informations socio économiques

Par rapport au mois de mars 2009, l'indice des prix à la consommation finale des ménages augmente de 0,2% en avril 2009 à Yaoundé et de 0,6% à Douala. En glissement annuel, les prix progressent de 4,6% à Yaoundé et de 3,9% à Douala, en liaison avec la hausse des prix des produits alimentaires, des dépenses d'éducation et loisirs et des dépenses d'habillement et chaussures.

COMMERCE EXTERIEUR

Balance commerciale

En mai 2009, les échanges commerciaux hors pétrole se sont nettement améliorés. Ils se situent à 300,1 milliards contre 203,9 milliards il y a un mois, soit un accroissement de 47,2%. La structure de ces échanges en mai 2009, est constituée au trois quart par des importations de biens, ceci a pour conséquent de présenter une balance commerciale hors pétrole largement déficitaire (-154,2

milliards). Par rapport au mois précédent, ce déficit s'est dégradé de près de 55,4 milliards.

En glissement annuel, le déficit commercial hors pétrole s'est également aggravé. Il se creuse de 36,8 milliards suite aux effets conjugués d'une baisse sensible des exportations hors pétrole (-18,0%) et d'un accroissement des importations de même nature (10,0%). Au regard des cinq premier mois de l'année 2009, le déficit commercial hors pétrole se détériore de 95 milliards en comparaison à la même période de 2008.

Tableau 1 : Résultats provisoires du commerce extérieur (*Quantité en tonnes et valeur en millions de F CFA*)

Période	mai-08	avril-09	mai-09	jan-mai 08	jan-mai 09	Variation		
Libellés	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	c/b	c/a	e/d
Exportations hors pétrole	88 986	52 549	72 976	421 972	304 258	38,9%	-18,0%	-27,9%
Importations hors pétrole	206 421	151 367	227 164	868 620	845 937	50,1%	10,0%	-2,6%
Bal.com.hors pétrole	-117 435	-98 818	-154 188	-446 648	-541 679	-55 370	-36 753	-95 031
Tx de couv.hors pétrole en %	43%	35%	32%	49%	36%			

Source : DGD/DAE _ MINFI

NC : non calculée ;

ND : non disponible

Exportations

Les exportations hors pétrole en valeur se sont chiffrées en mai 2009 à 73 milliards contre 52,5 milliards il y a un mois, enregistrant ainsi un accroissement de 38,9%. En termes de structure, ces exportations sont composées à 74,8% de 8 principaux groupes de produits : le bois et ouvrages en bois (45,4% du total des exportations hors pétrole en valeur), le coton brut (9,3%), le café (4,9%), la banane fraîche (3,9%), les carburants et lubrifiants (1,9%), le cacao brut et ses préparations (6,0%), le caoutchouc brut (1,3%) et l'aluminium brut (2,3%).

Les exportations de café (arabica et robusta), de coton brut et de banane fraîche ont été particulièrement dynamiques au mois de mai 2009. Leurs ventes sont estimées respectivement à 6,8 milliards, 3,4 milliards et 2,8 milliards contre 6,2 milliards, 3,4 milliards et 2,5 milliards en avril 2009. Enregistrant ainsi des hausses de 8,5%, 6,1% et 12,2% respectivement, ceci sous l'impulsion des accroissements des quantités exportées. En comparaison au mois de mai de l'année précédente, il ressort qu'en dehors du café (arabica et robusta), dont les tendances sont inversées, les deux autres produits s'inscrivent toujours dans une tendance haussière.

Par ailleurs, malgré les évolutions favorables des cours de l'aluminium brut et du caoutchouc brut, les ventes de ces produits ont enregistré des fléchissements (respectivement -5,3% et -50,1% en valeur). Cette situation est particulièrement induite par la diminution des quantités exportées (-8,5% et -52,4%). En glissement annuel, les ventes du caoutchouc brut enregistrent un fléchissement de 23,5% en valeur malgré la hausse de 11,3% des quantités exportées. Cette évolution est la conséquence de la chute drastique des cours du caoutchouc due à la crise que connaît le secteur automobile.

Avec la fin de la campagne principale de la saison cacaoyère 2008/2009 en février 2009, les exportations du cacao brut en fèves ont considérablement diminué depuis le mois de mars. En mai 2009, les exportations de ce produit se chiffrent à 2,4 milliards, présentant une quasi constance avec les ventes du mois précédent. Par contre, les ventes des préparations du cacao notamment le beurre de cacao et la pâte de cacao enregistrent des accroissements sensibles avec respectivement +33,2% et +32,1% en quantité ainsi que +29,2% et +34,3% en valeur. En glissement annuel, les exportations de cacao brut ainsi que de ses préparations sont en nette amélioration.

En dehors de ces principaux produits, les exportations de certains produits des industries locales se sont inscrite en hausse notamment les tôles en aluminium (+174,7% en quantités et +146,5% en valeur), les allumettes (+47,4% et +42,7%), les bières (+99,4% et +88,8%), les boissons gazeuses (+37,2% et +21,1%), les huiles de palme brute ou raffinée (+67,7% et +74,2%). Les

ventes des savons de ménages en morceaux enregistrent par contre une baisse de 22,8% en valeur pour se situer à 1,2 milliards en mai 2009. En comparaison au mois de mai de l'année précédente, l'on note qu'en dehors des boissons gazeuses qui s'inscrivent en baissent, les autres produits des industries locales restent dans une tendance haussière.

Tableau 2 : Principaux produits exportés [quantité (Q) en tonnes, valeur (V) en millions de FCFA]

Période	mai-08		avril-09		mai-09		Variation			
	(a)		(b)		(c)		(c/b)		(c/a)	
Libellés	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Bananes fraîches	19 804	2 632	19 601	2 522	19 642	2 829	0,2	12,2	-0,8	7,5
Café	4 856	4 371	4 624	3 381	4 743	3 586	2,6	6,1	-2,3	-18,0
dont café arabica	559	699	394	468	519	600	31,7	28,2	-7,1	-14,2
et café robusta	4 297	3 671	4 230	2 913	4 224	2 986	-0,1	2,5	-1,7	-18,7
Huile de palme brute ou raffinée	754	661	545	424	875	739	60,7	74,2	16,1	11,8
Cacao brut en fèves	1 178	781	3 595	2 412	3 582	2 404	-0,4	-0,4	204,0	207,7
Pâte de cacao	707	794	638	922	843	1 192	32,1	29,2	19,2	50,0
Beurre de cacao	416	510	416	603	554	810	33,2	34,3	33,2	58,8
Bières	1 220	366	616	200	1 229	377	99,4	88,8	0,7	3,2
Huiles brutes de pétrole	313 078	87 239	386 811	58 289	0	0	-100,0	-100,0	-100,0	-100,0
Carburants et lubrifiants	73 462	25 735	20 272	9 059	3 345	1 362	-83,5	-85,0	-95,4	-94,7
Savons de ménage en morceaux	1 606	1 004	2 771	1 552	2 150	1 198	-22,4	-22,8	33,8	19,4
Allumettes	28	43	55	86	81	123	47,4	42,7	193,0	184,0
Caoutchouc brut	1 310	1 228	3 063	1 884	1 457	939	-52,4	-50,1	11,3	-23,5
Bois et ouvrages en bois	101 815	35 146	61 192	13 272	ND	ND	NC	NC	NC	NC
Bois brut (grumes)*	100	13 319	36	2 360	26	1 792	-27,4	-24,1	-74,2	-86,5
Bois sciés*	63	18 377	97	8 724	ND	ND	NC	NC	NC	NC
Feuilles de placage en bois	2 697	2 967	1 607	1 839	1 278	1 504	-20,5	-18,2	-52,6	-49,3
Coton brut	7 560	4 621	9 316	6 223	10 377	6 751	11,4	8,5	37,3	46,1
Aluminium brut	619	758	2 631	1 737	2 408	1 646	-8,5	-5,3	289,3	117,0
Tôles en aluminium	233	400	258	390	710	960	174,7	146,5	204,8	140,3
Exportations hors pétrole		88 986		52 549		72 976		38,9		-18,0
Total général des exportations		176 225		110 838		72 976		-34,2		-58,6

Légende: * = quantités de bois en mètres cubes

Importations

En mai 2009, les importations hors pétrole s'inscrivent en hausse de près de 50,1% pour se situer à 227,2 milliards. Cet accroissement est particulièrement imputable à la facture des achats des appareils de navigation maritime ou fluviale qui enregistre une hausse significative de près de 94 milliards en valeur absolue. En glissement annuel, la hausse des importations hors pétrole est beaucoup plus modérée, elle est évaluée à 10%. Cette évolution moins importante est induite par le recul des achats de certains minerais, scories et cendres qui enregistrent une baisse de près de 59,1 milliards.

En termes de structure, les importations hors pétrole de mai 2009 sont essentiellement composées des matériaux de transport et pièces détachées (50,7% du total des importations hors pétrole en valeur), des matières plastiques, caoutchouc et produits des industries chimiques (10,1%), des produits alimentaires (16,3%), des machines et appareils mécaniques ou électriques (9,0%), des matériaux de construction (4,0%), et des produits minéraux (3,9%).

Par rapport à avril 2009, les importations des matériaux de transport et pièces détachées ont suite des achats des appareils de navigation maritime ou fluviale, enregistrées une hausse

significative de près de 95 milliards de francs en valeur absolue. Une évolution similaire pour ce groupe de produits est également observée en glissement annuel.

De même, les chaussures, matières textiles et leurs ouvrages ont enregistré un accroissement de 8,1% pour s'établir à 13,1 milliards, principalement attribuable à l'augmentation de la facture des importations de chaussure. En glissement annuel, un accroissement de 25,4% des chaussures, matières textiles et leurs ouvrages est observé. Cet accroissement est essentiellement induit par celles des produits tels que la friperie (49,6%), les chaussures et leurs parties (27,7%).

A l'inverse de ces derniers, les importations des autres principaux groupes de produits présentent une tendance à la baisse : matières plastiques, caoutchouc et produits des industries chimiques (-8,5%), produits

alimentaires (-0,7%), des machines et appareils mécaniques ou électriques (-29,1%), des matériaux de construction (-29,5%), et des produits minéraux (-38,9%)

A coté des évolutions de ces principaux groupes de produits, les achats de certains produits ont été particulièrement dynamique notamment les poissons de mers congelés (+50,6% en valeur relative et +2,4 milliards en valeur absolue), le malt non torréfié (+37,3% et +1,2 milliards), les engrais (+487% et +1,7 milliards), le caoutchouc (+53,7% et +1,2 milliards) et les véhicules automobiles (+52,6% et +2,1 milliards). Par ailleurs, des fléchissements accrus ont été observés sur des produits comme le riz (-41,8% et -4,8 milliards), le clinker (-50,4% et -2,4 milliards), les produits chimiques inorganiques (-71,3% et -2,3 milliards).

Tableau 3 : Principaux produits importés quantité (Q) en tonnes, valeur (V) en millions de FCFA

Période	mai-08		avril-09		mai-09		Variation			
	(a)		(b)		(c)		(c/b)		(c/a)	
Libellés	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Poissons de mer congelés	20 751	9 437	9 177	4 709	17 043	7 091	85,7	50,6	-17,9	-24,9
<i>Animaux et produits du règne animal</i>	<i>22 162</i>	<i>11 586</i>	<i>10 351</i>	<i>6 112</i>	<i>18 633</i>	<i>8 879</i>	<i>80,0</i>	<i>45,3</i>	<i>-15,9</i>	<i>-23,4</i>
Céréales	83 126	21 356	78 044	15 648	58 294	11 378	-25,3	-27,3	-29,9	-46,7
<i>Produits du règne végétal</i>	<i>93 003</i>	<i>26 240</i>	<i>89 395</i>	<i>20 737</i>	<i>71 948</i>	<i>17 504</i>	<i>-19,5</i>	<i>-15,6</i>	<i>-22,6</i>	<i>-33,3</i>
<i>Graisses et huiles animales ou végétales</i>	<i>3 977</i>	<i>1 548</i>	<i>2 443</i>	<i>1 154</i>	<i>3 539</i>	<i>1 517</i>	<i>44,9</i>	<i>31,4</i>	<i>-11,0</i>	<i>-2,0</i>
Sucres et sucreries	4 910	2 247	4 775	2 224	4 409	2 070	-7,7	-6,9	-10,2	-7,9
<i>Produits alimentaires industriels</i>	<i>12 070</i>	<i>7 081</i>	<i>14 625</i>	<i>9 281</i>	<i>15 845</i>	<i>9 140</i>	<i>8,3</i>	<i>-1,5</i>	<i>31,3</i>	<i>29,1</i>
Clinkers	39 860	2 395	81 620	4 725	41 215	2 343	-49,5	-50,4	3,4	-2,2
Hydrocarbures	202 291	64 126	24 563	6 900	28 211	4 693	14,9	-32,0	-86,1	-92,7
Huiles brutes de pétrole	186 298	59 053	ND	ND	ND	ND	NC	NC	NC	NC
Carburants et lubrifiants	3 965	1 928	14 706	4 313	23 729	3 363	61,4	-22,0	498,5	74,4
<i>Produits minéraux</i>	<i>456 985</i>	<i>127 200</i>	<i>158 031</i>	<i>14 499</i>	<i>91 476</i>	<i>8 853</i>	<i>-42,1</i>	<i>-38,9</i>	<i>-80,0</i>	<i>-93,0</i>
Produits pharmaceutiques	401	3 978	664	5 133	754	5 809	13,5	13,2	87,8	46,0
Engrais	5 988	1 347	719	350	7 830	2 052	989,2	487,0	30,8	52,4
<i>Produits des industries chimiques</i>	<i>25 462</i>	<i>14 273</i>	<i>21 870</i>	<i>18 015</i>	<i>16 577</i>	<i>14 932</i>	<i>-24,2</i>	<i>-17,1</i>	<i>-34,9</i>	<i>4,6</i>
<i>Matières plastiques et caoutchouc</i>	<i>5 533</i>	<i>6 021</i>	<i>6 950</i>	<i>7 082</i>	<i>7 004</i>	<i>8 034</i>	<i>0,8</i>	<i>13,4</i>	<i>26,6</i>	<i>33,4</i>
Friperie	1 916	1 600	3 668	2 743	2 943	2 393	-19,8	-12,8	53,6	49,6
<i>Matières textiles et leurs ouvrages</i>	<i>3 561</i>	<i>4 424</i>	<i>5 217</i>	<i>5 034</i>	<i>5 108</i>	<i>5 068</i>	<i>-2,1</i>	<i>0,7</i>	<i>43,4</i>	<i>14,6</i>
Ouvrages en fonte, fer et acier	3 709	4 304	2 304	3 556	2 228	3 733	-3,3	5,0	-39,9	-13,3
<i>Métaux communs et leurs ouvrages...</i>	<i>8 531</i>	<i>8 060</i>	<i>16 532</i>	<i>10 705</i>	<i>8 397</i>	<i>7 387</i>	<i>-49,2</i>	<i>-31,0</i>	<i>-1,6</i>	<i>-8,3</i>
Machines et appareils mécaniques	102 948	15 617	4 303	19 486	2 961	12 950	-31,2	-33,5	-97,1	-17,1
Machines et appareils électriques	2 413	10 351	2 554	9 329	2 310	7 466	-9,6	-20,0	-4,3	-27,9
<i>Machines et app. mécaniques ou électriques</i>	<i>105 361</i>	<i>25 968</i>	<i>6 858</i>	<i>28 815</i>	<i>5 270</i>	<i>20 416</i>	<i>-23,1</i>	<i>-29,1</i>	<i>-95,0</i>	<i>-21,4</i>
Véhicules automobiles; tracteurs	6 167	13 290	5 469	15 697	6 418	17 551	17,3	11,8	4,1	32,1
<i>Matériel de transport</i>	<i>11 090</i>	<i>21 060</i>	<i>16 309</i>	<i>20 143</i>	<i>12 935</i>	<i>115 168</i>	<i>-20,7</i>	<i>471,8</i>	<i>16,6</i>	<i>446,9</i>
<i>Importations hors pétrole</i>		<i>206 421</i>		<i>151 366</i>		<i>227 164</i>		<i>50,1</i>		<i>10,0</i>
<i>Total général des importations</i>		<i>265 474</i>		<i>ND</i>		<i>ND</i>		<i>NC</i>		<i>NC</i>

Cours des matières premières

Cacao en fève

En mai 2009, le cours moyen mensuel du cacao a enregistré une diminution de 7,5% par rapport au mois précédent pour s'établir à 2362,6 dollars la tonne. En glissement annuel, ces cours diminuent également de 11,9%.

Café

Les cours moyens du café ont progressé de 9,6% pour l'arabica et de 0,7% pour le robusta, se situant respectivement à 147,3 et 77 cents la livre. En glissement annuel, l'arabica enregistre une hausse de 6,9% tandis que le robusta diminue de 31,6%.

Caoutchouc

Après une longue période de crise, le marché du caoutchouc a amorcé un redressement en avril 2009. Ce redressement se poursuit au mois de mai avec une hausse de 4,2% du cours moyen par rapport au mois précédent. Cette évolution serait la conséquence du retrait par les trois plus grands producteurs mondiaux (Thaïlande, Indonésie et Malaisie) de près d'un million de tonnes de gomme naturelle sur le marché. Toutefois, le cours moyen de mai 2009 (1693 dollars la tonne) est assez loin du niveau de 3065 dollars la tonne observé en mai 2008, soit un recul de près de 44,8%.

Huile de palme

En mai 2009, les cours de l'huile de palme continuent dans une tendance haussière avec un accroissement de 14,4% pour se situer à 801 dollars la tonne. Cette fermeté des cours

s'explique par les inquiétudes sur l'offre mondiale de l'huile de palme. En effet, selon les analystes, les premiers producteurs mondiaux d'huile de palme, l'Indonésie et la Malaisie pourront voir leur production d'huile de palme chuter sur la période avril-juin diminuant les stocks de plus de 50% sur la période. En glissement annuel, ces cours s'inscrivent en baisse de 33,7%.

Aluminium

Le cours moyen mensuel de l'aluminium a perdu près de 57% de sa valeur entre juillet 2008 et février 2009. Depuis le mois de mars 2009, on observe un léger mouvement à la hausse. En mai ce cours moyen s'est établi à 1460 dollars la tonne en augmentation de 2,7% par rapport au mois précédent et en diminution de 49,7% en glissement annuel. Cette reprise des cours fait suite au vaste programme de réduction de la production engagé par les aluminiers. Par ailleurs, il faut relever que le secteur reste plombé par un stock impressionnant et par les tristes perspectives du secteur automobile.

Pétrole

Depuis la fin du premier trimestre 2009, les cours du pétrole brut ont entamé leur remontée. En mai 2009, le cours moyen est estimé à 58,2 dollars le baril contre 50,3 dollars en avril, soit un accroissement de 15,7%. Cette évolution est imputable à la stabilisation de la demande mondiale, la baisse des stocks et l'observation des réductions de production décidées par les pays de l'OPEP.

Tableau 4: Cours des matières premières

Produits	mai-08	avr-09	mai-09	Variation (en %)	
	(a)	(b)	(c)	c/b	c/a
Cacao en fève (\$/t)	2 683,2	2 555,2	2 362,6	-7,5	-11,9
Café arabica (cents/lb)	137,9	134,4	147,3	9,6	6,9
Café robusta (cents/lb)	112,6	76,5	77,0	0,7	-31,6
Huile de palme (\$/t)	1 208,0	700,0	801,0	14,4	-33,7
Aluminium brut (\$/t)	2 903,0	1 421,0	1 460,0	2,7	-49,7
Caoutchouc (\$/t)	3 065,0	1 624,0	1 693,0	4,2	-44,8
Pétrole brut (\$/baril)	122,6	50,3	58,2	15,7	-52,6

Source : Produitdoc_ AFD, Marchés Tropicaux; site Insee

Unités utilisées : \$ dollar (Etats-Unis), £ livre sterling (G.B.), cent : \$/100, t : tonne, lb : pound (livre américaine = 0,45kg environ), Ringgits: 0,29\$.

De fin avril à fin mai 2009

Le total des recettes budgétaires internes enregistrées dans le tableau de bord des finances publiques au cours du mois de mai 2009 s'élève à 129,7 milliards contre 195,7 milliards pour le mois d'avril 2009, soit une baisse de 66 milliards.

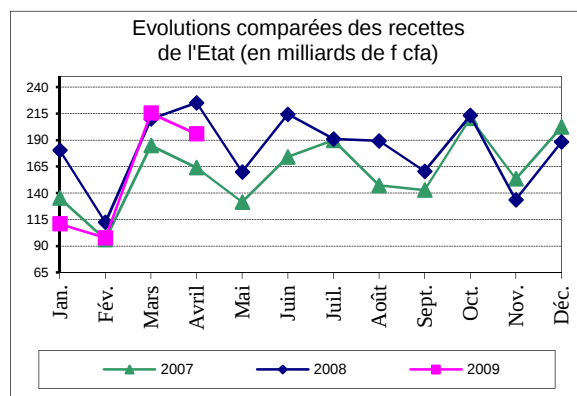
Les recettes pétrolières se chiffrent à 22,5 milliards au mois de mai 2009 et sont uniquement constituées de la redevance SNH.

Les recettes non pétrolières s'élèvent à 107,2 milliards au mois de mai 2009 contre 111,1 milliards un mois plutôt, soit une baisse de 3,9 milliards d'un mois à un autre.

Les recettes des impôts et taxes, hors impôts sur les sociétés pétrolières, se chiffrent à 53,2 milliards au mois de mai 2009, contre 64,7 milliards au mois d'avril 2009, soit une baisse de 11,5 milliards d'un mois à l'autre. Cette baisse provient essentiellement de la TVA pour 3 milliards, de l'impôt sur les sociétés non pétrolières pour 3,5 milliards.

S'agissant des recettes douanières, les recouvrements effectués au cours du mois de mai 2009 se chiffrent à 35,2 milliards contre 40,6 milliards au mois d'avril 2009, soit une variation à la baisse de 5,4 milliard d'un mois à l'autre. Au niveau de ses sous rubriques, les droits de douane à l'importation se chiffrent à 17,5 milliards en mai 2009 contre 18,7 milliards un mois plus tôt, soit une baisse de 1,2 milliard d'un mois à l'autre, de même, la TVA à l'importation accuse une baisse de 3,2 milliards pour se situer à 16,3 milliards en mai 2009.

Les recettes non fiscales enregistrent, par contre, une variation à la hausse de 10,9 milliards, et se chiffrent à 16,9 milliards au mois de mai 2009.



Le total des dépenses budgétaires hors financement extérieur effectuées au cours du mois de mai 2009 s'élève à 128,4 milliards. Elles sont en baisse de 59,8 milliards par rapport au mois précédent.

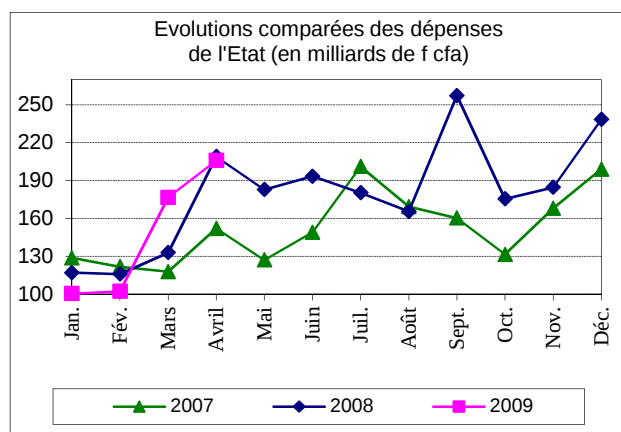
Les dépenses de personnel diminuent de 6,1 milliards au mois de mai 2009 et se situent à 47 milliards. Au mois d'avril 2009, elles étaient de 53,1 milliards.

Les dépenses de biens et services se chiffrent à 53,1 milliards en mai 2009 contre 53,7 milliards le mois précédent ; elles affichent ainsi une relative diminution de 0,6 milliard d'un mois à l'autre.

Les dépenses d'investissement sur ressources propres s'élèvent à 7,8 milliards en mai 2009, contre 38 milliards un mois plus tôt, soit une baisse drastique de 30,2 milliards.

Les dépenses de transferts et subventions ainsi que les pensions s'élèvent à 20 milliards. Elles sont en baisse de 13,2 milliards d'un mois à l'autre.

Le service effectif de la dette publique s'élève à 0,9 milliard en mai 2009. Un montant de 3,5 milliards a été payé au titre de la dette extérieure ; par contre une accumulation de la dette intérieure pour un montant de 2,6 milliards est survenue au cours de ce même mois.



De janvier 2009 à mai 2009

Au terme des cinq premiers mois de l'exercice 2009, les recettes budgétaires internes se chiffrent à 757 milliards. Par rapport à la même période de l'exercice précédent, où elles s'élevaient à 888 milliards, ces recettes enregistrent une chute de 14,8% en valeur relative, soit un montant de 131 milliards en valeur absolue. Cette baisse provient exclusivement des recettes de pétroles.

En effet, les recettes pétrolières recouvrées à fin mai 2009 s'élèvent à 150,3 milliards contre 313,8 milliards à fin mai 2008, entraînant ainsi une baisse de 163,5 milliards d'une période à l'autre (-52,1%), uniquement due à la Redevance SNH.

Les recettes non pétrolières quant à elles se chiffrent à 606,7 milliards contre 574,2 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 32,5 milliards (+5,7%) en glissement annuel. Cette tendance à la hausse provient tant des recettes fiscales que des recettes non fiscales.

Le cumul des recettes des impôts et taxes hors IS pétrole recouvrées à fin mai 2009 s'élève à 384,1 milliards contre 373,1 milliards au cours de la même période de l'exercice 2008, soit une hausse de 11 milliards (+2,9%) en glissement annuel. Cette hausse est principalement le fait des composantes suivantes : la TVA qui s'accroît de 4,8 milliards, (4,8%), l'impôt sur les sociétés non pétrolières qui augmente de 5,4 milliards (+4,5%), les droits d'accises qui augmentent de 3,3 milliards (+12%), ainsi que la TSPP qui augmente de 3,1 en valeur absolue, soit 10,6% en valeur relative.

Les recettes douanières recouvrées à fin mai 2009 se chiffrent à 184,5 milliards. Elles étaient de 170,5 milliards un an plus tôt et sont ainsi en hausse de 14 milliards d'une année à l'autre (+8,2%) en glissement annuel. Pour ce qui est de l'évolution de leurs différentes composantes, les droits de douanes à l'importation enregistrent une hausse de 5,6 milliards (+6,8%), ainsi que la TVA à l'importation qui augmente de 7,4 milliards.

Les recettes non fiscales recouvrées à fin mai 2009 enregistrent une hausse de 6,9 milliards par rapport à la même période de l'exercice antérieur où elles se situaient à 78,9 milliards.

En matière de dépenses publiques hors financement extérieur, les paiements effectués à fin mai 2009 s'élèvent à 674,3 milliards contre 700,8 milliards au cours de la même période de l'exercice antérieur, soit une diminution de 26,5 milliards. L'analyse par rubrique nous donne la situation ci-après :

Les dépenses de personnel augmentent de 24,5 milliards en se situant à 241,2 milliards à fin mai 2009 contre 216,7 milliards à fin mai 2009.

Les dépenses des biens et services s'élèvent à 198,9 milliards, contre 203,4 milliards à la même période de l'exercice précédent.

Les dépenses de transfert et de pensions s'élèvent à 90 milliards à fin mai 2009, contre 74,4 milliards à fin mai 2008, soit une augmentation de 15,6 milliards entre les deux exercices.

Les dépenses d'investissements sur ressources propres se chiffrent à 130,5 milliards à fin mai 2009 contre 125,6 milliards pour la même période de l'exercice précédent, soit augmentation de 4,9 milliards.

Le service effectif de la dette publique à fin mai 2009 s'élève à 57,2 milliards contre 103,5 milliards à fin mai 2008. Il est constitué de 44,1 milliards de dette extérieure et de 13,1 milliards de dette intérieure.

Tableau 5: Statistiques des finances publiques (en milliards de francs CFA)

RUBRIQUES	mai-08	avr-09	mai-09	jan-mai 08	jan-ma 09	Variation(en %)			Variations (en chiffres)		
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(c/a)	(c/b)	(e/d)	(c/a)	(c/b)	(e/d)
RECETTES											
I-Recettes pétrolières	62,7	84,6	22,5	313,8	150,3	-64,1	-73,4	-52,1	-40,2	-62,1	-163,5
1-Redevance SNH	62,7	20,2	22,5	272,7	85,9	-64,1	11,4	-68,5	-40,2	2,3	-186,8
2- IS pétrole	0,0	64,4	0,0	41,1	64,4	-	-100,0	56,7	0,0	-64,4	23,3
II- Recettes non pétrolières	96,8	111,1	107,2	574,2	606,7	10,7	-3,5	5,7	10,4	-3,9	32,5
1- Recettes fiscales	92,6	105,3	88,4	543,6	568,6	-4,5	-16,0	4,6	-4,2	-16,9	25,0
a- Recettes des impôts et taxes	60,1	64,7	53,2	373,1	384,1	-11,5	-17,8	2,9	-6,9	-11,5	11,0
dont -TVA	19,6	22,3	19,3	100,0	104,8	-1,5	-13,5	4,8	-0,3	-3,0	4,8
-IS non pétrole	6,9	9,1	5,6	121,1	126,5	-18,8	-38,5	4,5	-1,3	-3,5	5,4
-Droits d'accises	5,2	6,1	6,2	27,5	30,8	19,2	1,6	12,0	1,0	0,1	3,3
-Droits d'enreg.et timbre	3,6	4,4	4,2	23,5	24,4	16,7	-4,5	3,8	0,6	-0,2	0,9
- TSPP	5,7	6,6	6,6	29,2	32,3	15,8	0,0	10,6	0,9	0,0	3,1
b- Recettes douanières	32,5	40,6	35,2	170,5	184,5	8,3	-13,3	8,2	2,7	-5,4	14,0
dont - droit de douane à l'importation	15,2	18,7	17,5	82,2	87,8	15,1	-6,4	6,8	2,3	-1,2	5,6
-TVA import.+ Dts d'ac./import	15,6	19,5	16,3	78,9	86,3	4,5	-16,4	9,4	0,7	-3,2	7,4
2- Recettes non fiscales	5,4	6,0	16,9	31,2	38,1	213,0	181,7	22,1	11,5	10,9	6,9
3- Effets à l'encaissement	-1,2	-0,2	1,9	-0,6	0,0	-258,3	1050,0	-100,0	3,1	2,1	0,6
TOTAL RECETTES BUDGET.	159,5	195,7	129,7	888,0	757,0	-18,7	-33,7	-14,8	-29,8	-66,0	-131,0
DEPENSES											
I-Dépenses courantes hors paiements intérêts	119,1	140,0	120,1	494,5	530,1	0,8	-14,2	7,2	1,0	-19,9	35,6
Dépenses de personnel	47,3	53,1	47,0	216,7	241,2	-0,6	-11,5	11,3	-0,3	-6,1	24,5
Dépenses de biens & Services	56,0	53,7	53,1	203,4	198,9	-5,2	-1,1	-2,2	-2,9	-0,6	-4,5
Transferts et pensions	15,8	33,2	20,0	74,4	90,0	26,6	-39,8	21,0	4,2	-13,2	15,6
II- Dépenses des investissements	47,1	36,4	39,3	103,6	114,8	-16,6	8,0	10,8	-7,8	2,9	11,2
Sur financements extérieurs	7,9	6,2	3,0	17,6	17,3	-62,0	-51,6	-1,7	-4,9	-3,2	-0,3
Sur ressource propres.	39,2	29,9	36,3	81,9	96,0	-7,4	21,4	17,2	-2,9	6,4	14,1
dont PPTE	3,3	10,3	2,8	10,8	16,8	-15,2	-72,8	55,6	-0,5	-7,5	6,0
III- Dépenses diverses non classées	-0,8	-8,6	3,5	-5,9	2,5	-537,5	-140,7	-142,4	4,3	12,1	8,4
IV- Service de la dette publique	20,7	29,1	0,9	103,5	57,2	-95,7	-96,9	-44,7	-19,8	-28,2	-46,3
Dettes extérieures	8,0	26,0	3,5	56,6	44,1	-56,3	-86,5	-22,1	-4,5	-22,5	-12,5
Dettes intérieures	12,7	3,1	-2,6	46,9	13,1	-120,5	-183,9	-72,1	-15,3	-5,7	-33,8
dont - amortissement dette conv.	14,9	0,0	0,0	35,3	5,6	-100,0	#	-84,1	-14,9	0,0	-29,7
- arriérés intérieurs	0,1	2,3	0,1	13,5	7,0	0,0	-95,7	-48,1	0,0	-2,2	-6,5
TOTAL DEPENSES BUDGET.	169,6	188,2	128,4	700,8	674,3	-24,3	-31,8	-3,8	-41,2	-59,8	-26,5
SOLDE DE BASE	16,3	26,3	0,5	298	129,2	-96,9	-98,1	-56,6	-15,8	-25,8	-168,8

Source: MINFI/DAE/FP.

SITUATION MONETAIRE

La situation monétaire du Cameroun à fin mai 2009 s'équilibre en ressources et emplois à 2398 milliards, contre 2419 milliards à fin avril 2009, et 2130 milliards en glissement annuel ; soit une baisse mensuelle de 0,9% et un accroissement annuel de 11,9%.

Dans cette dynamique, les avoirs extérieurs nets (AEN) ont déchu de 1,4% pour s'établir à 1745 milliards à fin mai 2009. Cette évolution globale des AEN cache quelques disparités : les avoirs extérieurs nets de la BEAC ont progressé de 1,1% pour s'établir à 1557 milliards à fin mai 2009, et pendant la même période, les avoirs extérieurs nets des banques et autres institutions bancaires ont diminué de 18,2% pour s'établir à 188 milliards à fin mai 2009, contre 229 milliards à fin avril 2009, et 302 milliards à fin décembre 2008.

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets du système monétaire progressent de 7,4%.

En mai 2009, le crédit intérieur enregistre une hausse 0,4% et se situe à 653 milliards, contre 650 milliards à fin avril 2009 et 568 milliards en début d'exercice 2009. Cette performance procède essentiellement d'une hausse de 2,8% des créances nettes sur du système monétaire l'Etat, atténuée d'une diminution de 1,2% des créances sur l'économie. De la sorte, l'encours des créances nettes du système monétaire sur l'Etat a été porté de -665 milliards à fin avril 2009 à -646 milliards à fin mai 2009, et pendant la même période, le crédit à l'économie est passé de 1315 milliards à 1299 milliards. Les créances sur l'Etat étaient de -621 milliards à fin mai 2008.

A fin mai 2009, la structure du crédit à l'économie n'a pas changé significativement et reste composée de 91% de crédit au secteur privé non financier ; 8% de crédit aux entreprises publiques non financières et 1% aux institutions financières non bancaires.

La répartition des créances du système monétaire sur l'économie, selon la durée, n'a pas sensiblement changé à fin juin 2009. La part des crédits à court terme s'est stabilisée à 61%, contre 35% des crédits à moyen terme et 4% des crédits à long terme.

La hausse des créances nettes sur l'Etat s'explique par l'accroissement de 22% des créances nettes des banques et autres institutions bancaires sur l'Etat atténuée par la contraction de 3,3% des créances nettes de la BEAC sur l'Etat. Ainsi, (i) les créances nettes de la BEAC sur l'Etat se situent à -531 milliards à fin mai 2009, contre -514 milliards à fin avril 2009, (ii) les créances nettes du FMI se stabilisent à 13 milliards (iii) et les créances nettes des banques et autre institutions bancaires sur l'Etat s'établissent à -127 milliards à fin mai 2009, contre -163 milliards un mois plutôt.

Reflétant l'évolution des contreparties, la masse monétaire (M2) a déchu de 0,9% pour se situer à 2096 milliards à fin mai 2009. En glissement annuel, la masse monétaire a progressé de 12,2%. Sa structure a légèrement changé : 17,5% de la monnaie fiduciaire; 42,3% de la monnaie scripturale, et 40,2% de la quasi-monnaie. Ces ratios étaient respectivement de 18,3%, 41,6% et 40,0% à fin avril 2009.

Tableau : Situation monétaire à fin mai 2009

	Mai-08	Avril-09	Mai-09
Total des contreparties des Ressources du Système Monétaire	2 130	2 420	2 398
Avoirs Extérieurs Nets	1 625	1 769	1 745
Crédit Intérieur (A+B)	505	552	653
Créances Nettes sur l'Etat (A)	-622	-664	-646
Position Nette du Gouvernement	-501	-548	-541
Créances sur l'économie (B)	1 127	1 315	1 299
Secteur Privé non Financier	1 003	1 170	1 168
Total des Ressources du Système Monétaire	2 130	2 420	2 398
Monnaie Fiduciaire	297	387	366
Monnaie Scripturale :	770	881	887
Disponibilités Monétaires	1 067	1 268	1 253
Quasi-monnaie	801	847	843
Disponibilités Monétaires Et Quasi-Monétaires	1 868	2 115	2 096
Fonds Propres	280	313	304
Autres Postes Nets	-17	-7	-2

Source : BEAC

MARCHE MONETAIRE ET SECTEUR BANCAIRE

Opérations interbancaires

Sur le compartiment interbancaire du marché monétaire, une opération a été enregistrée en mai 2009, entre AFRILAND FIRST BANK, prêteuse, et la Commercial Bank of Cameroon, emprunteuse, portant sur un montant de 3 milliards, au taux de 4,5%, pour une durée de 3 mois.

Injection de liquidité: Guichet A

L'encours des avances de la BEAC aux établissements de crédit reste sur une tendance haussière et s'établit à 9912 millions en mai 2009, contre 9858 millions à fin avril 2009, et 351 en janvier 2009. Le taux d'intérêt de ces avances est de 4,5%. Cette évolution est essentiellement imputable à l'accroissement des appels d'offres de 7 jours. Les autres guichets à savoir, les prises en pensions, et les interventions ponctuelles, les avances exceptionnelles sur certificat de placement, n'ont enregistré aucune opération.

Placements des établissements de crédit à la BEAC :

L'encours des placements à la BEAC des établissements de crédit éligibles, et institutions financières publiques, s'est stabilisé à 244 milliards en mai 2009, contre 179 milliards en avril 2009, 174 milliards en janvier 2009, et 223 milliards en glissement annuel. La configuration de ces placements se présente ainsi qu'il suit en mai 2009: 66% de ces placements est à 7 jours au taux de 1,000% ; 25% des placements est à 28 jours au taux de 1,0625% ; et 9% des placements est à 84 jours au taux de 1,1250%.

Guichet B : Sur ce compartiment, la BEAC accorde les prêts destinés aux investissements productifs ainsi que les crédits à court et moyen terme irrévocables. Depuis plus de deux ans, aucune opération n'a été réalisée sur ce marché. Cette situation se justifie par la rareté des emplois bancaires à moyen et long terme pouvant bénéficier d'un refinancement de la BEAC.

Situation des réserves obligatoires

Le coefficient des réserves obligatoires a été révisé à la hausse le 20 mars 2008, en ce qui concerne le Groupe II constitué du Cameroun et

du Gabon. Il est fixé dorénavant à 11,75% pour sur les dépôts à vue (DAV), contre 10,25% précédemment et à 9,25% sur les dépôts à termes (DAT), contre 8,25% antérieurement. L'encours des réserves obligatoires des banques camerounaises s'est établi à 203 milliards à fin mai 2009, contre 206 milliards à fin avril 2009, et 207 milliards au 31 janvier 2009. Il représente 33,5% des réserves libres, constituées des placements en appels d'offres négatifs et soldes des comptes courants des banques. Il représente par ailleurs 80% des soldes des comptes courants des banques et 57% des placements en appels d'offres négatifs.

L'encours des réserves obligatoires dans la CEMAC s'est élevé à 520 milliards à fin mai 2009, contre 542 milliards au 28 avril 2009.

Engagements du Trésor Public vis-à-vis de la BEAC

Les engagements du Trésor Public vis-à-vis de la BEAC sont de deux ordres : les avances statutaires (ligne de crédit ouverte) et l'encours des crédits consolidés. Le plafond des avances statutaires au titre de l'exercice 2009 est fixé à 373 milliards, contre 318 milliards en 2008. Au cours des cinq premiers mois de l'année 2009, aucun tirage n'a été effectué sur cette ligne de crédit. Cette situation se justifie par l'engagement pris par le Gouvernement de continuer à limiter en 2009 le recours à toutes nouvelles avances statutaires et à émettre les titres publics à souscription libre. L'encours des crédits consolidés sur l'Etat s'élève à 375 millions à fin mai 2009, contre 385 millions à fin avril 2009, 396 millions à fin mars 2009, 446 millions à fin janvier 2009, 484 millions à fin décembre 2008, et 750 millions en glissement annuel.

Taux de couverture de la monnaie

Le taux de couverture de l'émission monétaire, mesuré en rapportant les avoirs officiels bruts en devises de la BEAC nationale sur l'ensemble de ses engagements à vue, s'est stabilisé autour de 93,6% au cours des cinq premiers trimestres 2009. Il est de 102% au niveau sous régionale en mars 2009.

Le minimum statutaire exigé est de 20%.

Secteur bancaire

Le bilan consolidé des 12 banques créatrices de monnaie opérant sur le territoire camerounais s'est équilibré à 3058 milliards à fin mai 2009, contre 2555 milliards à fin avril 2009. Les fonds Propres des banques se sont établis à 329 milliards, contre 332 milliards à fin avril 2009.

L'évolution des grands postes du bilan consolidé reste assez contrastée : les créances du secteur bancaire sur l'économie sont restées au niveau observé à fin avril 2009, soit 1237 milliards.

Les créances du système bancaire sur l'Etat se sont également stabilisées à 108 milliards à fin mai 2009. De son côté, l'encours des dépôts de l'Etat a cru 4% pour se situer à 251 milliards à

fin mai 2009, contre 241 milliards à fin avril 2009, et 263 milliards à fin décembre 2008.

Par ailleurs, le taux des créances en souffrance, mesuré en rapportant les créances en souffrance sur les crédits bruts au secteur privé non financier, n'a pas changé significativement. Il se situe à 16,6% à fin mai 2009, contre 17,1% en début de période. Dans ce sens, l'encours des créances en souffrances s'établit à 169,4 milliards à fin mai 2009, contre 156 milliards en début de période. L'évolution du portefeuille des créances en souffrances à fin mai 2009 cache quelques disparités car, 17,7 milliards de ces créances ont été recouvrées ou reclassées saines et en même temps, l'on a enregistré l'entrée de nouvelles créances en souffrance à hauteur de 30,7 milliards.

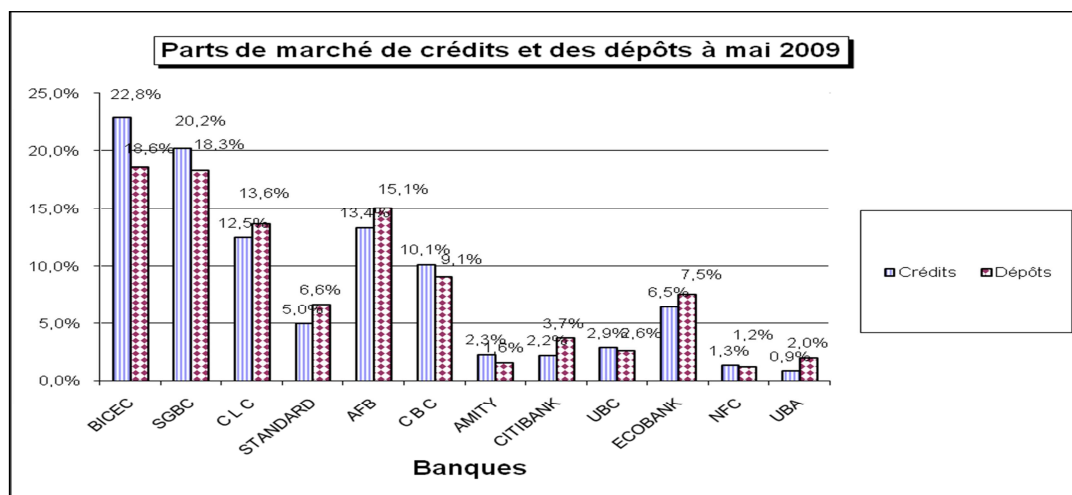
Tableau : Créances en souffrance à fin avril 2009 (en millions de FCFA)

Libellé poste	Encours début période (jan08)	créances recouvrées et reclassées	Échéances impayées, et reclassées impayées et déchéance de terme	Encours de fin mai 2009
	0			9
Créances impayées	14121	15279	29164	28006
Créances immobilisées	398	13	2	387
Créances douteuses couvertes par la garantie de l'état				
Créances douteuses couvertes par des sûretés réelles	36335	1224	944	36055
Créances douteuses depuis moins d'un an	15001	1	932	15932
Créances douteuses depuis 1 à 2 ans	1381	60		1321
Créances douteuses depuis 2 à 3 ans	998	4	11	1005
Créances douteuses depuis plus de 3 ans	18955	1159	1	17797
Autres créances douteuses	103830	1138	553	103245
Créances douteuses depuis moins d'un an	24306	539	100	23867
Créances douteuses depuis 1 à 2 ans	26966	190	262	27038
Créances douteuses depuis plus de 2 ans	52558	409	191	52340
Créances impayées sur le crédit –bail	239	108	123	254
Créances douteuses sur le crédit –bail	1488	2		1486
Créances brutes en souffrance	156411	17764	30786	169433

Source : DAE

S'agissant de la répartition des parts de marché, l'activité bancaire reste dominée, comme par le passé, par 04 banques à savoir la BICEC, la SGBC, AFRILAND, et ex CLC qui occupent environ 68% des parts du marché du crédit et 65% des dépôts. Elles sont suivies par 03 autres banques (SCBC, CBC, ECOBANK,) qui détiennent 20% des parts du marché du crédit et 24% du marché des dépôts. Les banques

restantes à savoir, CITIBANK, AMITY, UNION BANK, NATIONAL FINANCIAL BANK et UBA se contentent de 11,3% du marché du crédit et 10,6% du marché des dépôts. Les parts de marché ainsi que le classement des banques selon l'encours des crédits et le volume des dépôts sont consignés dans le graphique et tableau1 ci-après :



Au plan de l'analyse des normes de gestion, définies comme un ensemble de règles que les établissements de crédit sont tenus de respecter pour assurer leur équilibre financier, les 12 banques camerounaises, bien que ne respectant pas encore le ratio portant sur la structure du portefeuille crédit et relatif à l'accord de classement,

restent en général liquides et suffisamment capitalisées par rapport à l'évolution de leurs risques, exceptées une banque qui affichent des fonds propres négatifs et une autre qui évoluent en dehors des normes relatives à la couverture des immobilisations.

Tableau 8: Performance en matière de respect des Ratios Prudentiels à fin mai 2009

	Pour mémoire: répartition des Fonds Propres nets (en millions de FCFA)	Ratio de couverture des risques par les fonds propres (Min exigé = 8%)	Ratio de couverture des immobilisations par les capitaux permanents (Min=100%)	Rapport de structure de portefeuille-crédit (Min = 55%)	Ratio de liquidité (ressources immédiatement disponibles et susceptibles de couvrir au minimum l'intégralité des dettes à échoir dans un mois au plus, Min =100%)	Coefficient de transformation à long terme (Min = 50%)	Ratio de division des risques sur seul client (Max = 45% des Fonds Propres)	Ratio de division des risques sur l'ensemble des clients (Max = 800% des Fonds Propres)
BICEC	29449	15	144	0	242	58	respecté	Respecté
SCBC (ex CLC)	19731	14	294	1	213	71	respecté	Respecté
SGBC	27061	12	205	0	194	69	respecté	Respecté
STD BK	13262	44	668	0	218	76	respecté	Respecté
AFRILAND Bank	20559	9	112	0	235	77	respecté	Respecté
AMITY BANK	-26451	-401	-2829	0	127	-1032	non respecté	Non respecté
CBC	18570	12	190	1	150	64	respecté	Respecté
CITIBANK	13602	40	1659	9	254	1036	respecté	Respecté
ECOBANK	7023	9	104	0	318	60	non respecté	Respecté
UBC	5604	22	423	0	431	508	respecté	respecté
UBAC	3166	19	205	0	458	217	respecté	Respecté
NFC	2807	9	81	0	72	58	respecté	Respecté

Source: DAE / BEAC

Norme respectée		Norme non respectée =	
-----------------	--	-----------------------	--

INFORMATIONS SOCIO-ECONOMIQUES

Prix à la consommation des ménages

Au cours du mois d'avril 2009 à **Yaoundé**, l'indice des prix à la consommation finale des ménages est resté quasi stable par rapport au mois précédent. Cette évolution résulte des effets combinés de la hausse de 0,2% du prix des produits alimentaires et de la baisse de 0,1% des dépenses de santé et soins personnels. Les prix des autres postes de consommation sont restés stables.

Par rapport au mois d'avril 2008, l'indice des prix est en hausse de 4,6%, en relation avec les augmentations enregistrées au niveau des prix des produits alimentaires (+9,8%), des dépenses d'éducation et loisirs (+2,1%) et de celles d'habillement et chaussures (+1,1%). Toutefois, la baisse de 1,2% des dépenses de maison et de celle de 0,3% des coûts de transports et télécommunications ont contribué à freiner l'évolution d'ensemble.

Par rapport au mois de mars 2009, l'indice des prix à la consommation finale des

ménages a connu au mois d'avril 2009 à **Douala**, une augmentation de 0,6%. Cette hausse est principalement liée à l'accroissement de 1,9% des prix des produits alimentaires. Les prix des autres postes de consommation sont en régression notamment de 0,6% pour les dépenses de maison et de 0,2% pour celles de santé et soins personnels. La hausse des prix des produits alimentaires est entretenue par l'augmentation de 8,0% des prix des féculents et amidons, de 7,6% des prix des légumes, légumineuses et graines, de 1,7% des viandes, charcuteries et volailles et de 1,1% des poissons, crustacés et mollusques.

En glissement annuel, l'indice général est en hausse de 3,9% au cours du mois d'avril 2009 à Douala. Celle-ci résulte particulièrement des augmentations enregistrées au niveau des prix des postes alimentation, boissons et tabacs (+6,9%), dépenses d'Education et loisirs (+2,6%) et dépenses d'habillement et chaussures (+1,8%).